

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 23 (2018)

Buchbesprechung: Comptes rendus = Rezensionen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

THE OPEN CUT

Mining, Transnational Corporations and Local Populations

Thomas Niederberger, Tobias Haller, Helen Gambon, Madlen Kobi, Irina Wenk (eds.).

2016. Zürich: Lit Verlag. ISBN 978-3-643-80151-7. 538 p.

Texte: Anahy Gajardo, Université de Neuchâtel

Le titre de cet ouvrage collectif – *«The Open Cut»* – se réfère au terme technique de «mine à ciel ouvert» et, sur le plan métaphorique, à la «plaie ouverte» que l'exploitation minière de grande échelle cause au paysage écologique et social où elle s'implante (p. 16).

Édité par des chercheur.e.s de l'Université de Berne et de l'Université de Zürich, ce livre collectif structuré en quatre parties a pour ambition de fournir un panorama comparatif. Aussi, la partie la plus longue de l'ouvrage (II) présente treize études de cas situées en Amérique Latine (Colombie, Guatemala, Pérou), en Afrique (Zambie, Niger, Guinée, Sierra Leone), en Asie (Inde, Philippines), en Australie et en Suisse.

La question des conflits sociaux et environnementaux générés par cette industrie et celle des relations entre les populations locales et les compagnies extractives – qui sont au cœur de ce livre – ne sont pas nouvelles. Cette dernière décennie, elles ont cependant pris une dimension inédite et globale, tant par l'augmentation et l'intensification des conflits, qui touchent tous les continents, qu'en raison des énormes enjeux économiques liés au secteur minier, qui constitue l'un des lobbies les plus puissants de la planète. À l'instar du blockbuster *Avatar* (réalisé en 2009 par James Cameron) qui a popularisé cette problématique en la transposant dans un scénario de science-fiction, les conflits entre populations locales et compagnies minières mettent en scène des acteurs aux pouvoirs largement asymétriques, qui se confrontent parfois moins par rapport au contrôle des ressources en jeu que sur des conceptions différentes du développement et de l'exploitation de l'environnement par l'homme (Svampa et al. 2009). Aussi, comme le soulignent Niederberger et Haller en introduction, l'exploitation minière *«is related to debates around (post-) colonialism, (neoliberal) development, globalization and unequal wealth distribution»* (p. 20).

Si l'anthropologie a une longue tradition de recherche concernant l'exploitation minière artisanale, cela fait seulement une vingtaine d'années qu'elle s'intéresse au secteur minier de grande échelle, sur lequel porte ce livre. À cet effet, la majorité de la littérature produite est le fait de chercheur.e.s provenant des pays où se situent les sièges des plus importantes compagnies (Canada, États-Unis, Australie, Grande Bretagne etc.). En Suisse, domicile de l'une des entreprises les plus puissantes au monde (Glencore / Xstrata) et de plusieurs sociétés de négoce de matières premières, cette thématique constitue un champ de recherche relativement nouveau, en émergence sur le plan académique. À ce titre, cet ouvrage est une contribution locale significative à un domaine qui avait majoritairement été traité par des ONG, des activistes et / ou par le journalisme d'investigation, dans une optique de dénonciation, notamment en ce qui concerne les violations des droits humains, les dégâts environnementaux et les responsabilités des États.

Quels sont les impacts de l'industrie minière sur les populations locales, et en particulier sur les peuples autochtones, dont les territoires coïncident souvent avec les gisements convoités par les entreprises minières? Comment ces populations réagissent, négocient et / ou résistent-elles aux projets miniers? Quelles sont les stratégies des compagnies pour mener à bien leurs projets et légitimer leurs activités?

C'est à cet ensemble de questions que ce volumineux ouvrage cherche à répondre. La première partie est une longue introduction thématique qui se compose de cinq chapitres.

Dans le premier chapitre, Niederberger et Haller décrivent notamment le processus de rédaction de ce livre. Les deux pages consacrées à ce point (p. 16-17) permettent de comprendre des aspects essentiels de cet ouvrage, constitutifs de

son originalité, de ses forces, mais aussi de ses faiblesses et de ses limites. Aussi, deux de ses particularités sont, pour la première, la démarche engagée (*Action Anthropology*) adoptée par les éditeurs/trices et, en second lieu, le processus d'écriture de l'ouvrage qui a impliqué des étudiant.e.s en Bachelor et Master de l'Université de Berne et / ou des activistes, à côté de chercheur.e.s expérimentés. Au-delà de ces aspects, ce chapitre propose une revue de la littérature qui permet de situer le débat, son évolution et son traitement par l'anthropologie. Les lecteurs/trices peuvent ainsi comprendre dans quel(s) contexte(s), depuis quand et pourquoi on constate une augmentation globale de ces conflits, quelles sont les régions du monde et les populations les plus touchées. Parmi les nombreuses références mentionnées, les travaux anglophones de Bebbington et al. (2013), Bebbington (2012), Sawyer et al. (2012), Ballard et al. (2003) et Kirsch (2002) sont discutés de façon plus récurrente. Quelques paragraphes sont néanmoins consacrés à l'approche latino-américaine, à travers notamment les débats autour des notions d'«extractivisme» et de «*Buen Vivir*» (voir notamment Gudynas et al. 2011). À mentionner: un encadré sur la Suisse apporte un éclairage intéressant sur l'évolution du débat au plan national et rend hommage au travail des ONG, en particulier la Déclaration de Berne (*Public Eye* depuis 2016).

Les quatre autres chapitres de cette partie introductive sont signés respectivement par Gambon et Kobi, qui décrivent le cadre légal international; par Brom, qui poursuit par une contribution sur les impacts environnementaux; par Von Allmen, dont le texte s'intéresse aux effets sur le changement climatique des mines de charbon; et enfin Diezi et Baitsch, qui clôturent cette partie avec un chapitre sur les impacts sur la santé des polluants liés à l'extraction minière. Si ces quatre textes contribuent chacun à montrer un aspect différent de la problématique abordée et à en cerner la complexité, le chapitre signé par Gambon et Kobi est sans doute le plus directement en lien avec l'intention générale de l'ouvrage. En effet, au-delà d'une description des différents cadres légaux internationaux existants (pour réguler l'industrie minière, pour garantir les droits des peuples autochtones et pour établir des standards en matière de responsabilité sociale des entreprises), elles proposent un éclairage critique de ces normes en montrant à la fois leur importance pour les stratégies de lutte des populations locales et leurs contradictions, ambivalences et limites. En effet, malgré la dimension contraignante de certains des ins-

truments juridiques en vigueur et la reconnaissance de plus en plus grande des droits des peuples autochtones, les luttes des populations affectées se heurtent à la volonté des États d'appliquer ces normes (qui entrent parfois en concurrence avec d'autres cadres légaux nationaux) et aux stratégies mises en place par les compagnies pour paraître socialement et écologiquement responsables dans le cadre de programmes dits de «développement social durable» qui s'apparentent parfois plus à du «*greenwashing*», qu'à de réelles mesures de prises en compte des populations locales (p. 50-52).

Les treize études présentées dans la partie II documentent des cas très divers de par les contextes nationaux, géographiques et politiques, les ressources extraites, les compagnies impliquées, les enjeux, ainsi que les acteurs locaux concernés et leurs stratégies de lutte. Lors d'une lecture verticale, ces cas semblent donc difficilement comparables. Cependant, l'exercice de synthèse mené dans la partie III par Niederberger et Haller sur neuf de ces cas¹ permet non seulement de les articuler au débat général présenté en introduction, mais également de mettre en évidence des points de convergence entre les contextes, les stratégies mises en place par les compagnies et les formes d'actions collectives développées par les populations locales.

Au final, l'objectif de ce livre (offrir un panorama comparatif de la question), constitue à la fois son principal point fort – par la densité, la richesse et diversité de ses apports théoriques, méthodologiques et de ses matériaux empiriques – et son principal point faible, car la matière traitée est forcément incomplète mais aussi car les contributions sont parfois inégales. Aussi, il est en particulier regrettable que l'ouvrage ne propose pas un approfondissement concernant les questions de l'impact des conflits miniers sur l'autochtonie, en tant que catégorie d'identification collective dynamique et stratégie politique centrale dans les relations entre compagnies, États et populations locales, ainsi qu'une approche genrée des effets de ces conflits (sur ces deux thèmes, voir par exemple les travaux de Gajardo 2016, Grieco 2016, Jenkins 2014, Salazar-Soler 2009).

Cela dit, la démarche liée à cet ouvrage, qui s'adresse à un public large (étudiant.e.s, chercheur.e.s, journalistes, activistes, etc.), est remarquable. En premier lieu, par le processus tout à fait original de rédaction, qui s'inscrit dans un processus de formation de la relève et de constitution de ce champ de recherche en Suisse. Et enfin, par la posture engagée, assumée et argumen-

¹ Cas Mopani: mine de cuivre en Zambie; cas Somaïr / Cominak / Imouranen: mines d'Uranium au Niger; cas Ranger / Jabiluka, mines d'Uranium en Australie; cas El Cerrejón, mine de charbon en Colombie; cas Ambuja Rawan / ACC Jamul, exploitation de ciment et de calcaire en Inde; cas Marlin, mine d'or et d'argent au Guatemala; cas Tampakan, mine d'or et de cuivre aux Philippines; cas Las Bambas, mine de cuivre au Pérou; cas Val Medel, exploration aurifère en Suisse.

tée des éditeurs/trices qui, à côté de leurs affiliations académiques, sont pour la plupart aussi associé.e.s à l'*Institute for Ecology and Action Anthropology* (Infoe. CH), une ONG qui promeut une démarche de recherche participative, qui tout en contribuant au champ scientifique puisse répondre aussi aux besoins des populations locales. À ce titre, la dernière partie de ce livre, signée par Spoerri et Niederberger (partie IV, «*Strategies for Action/Research*»), permet de le conclure par une réflexion nécessaire sur les défis épistémologiques, politico-scientifiques et méthodologiques de la recherche académique engagée.

RÉFÉRENCES

Ballard Chris, Banks Glenn. 2003. «Resource Wars. The Anthropology of Mining». *Annual Review of Anthropology* 32: 287-313.

Bebbington Anthony (ed.). 2012. *Social Conflict, Economic Development and Extractive Industry. Evidence from South America*. London: Routledge.

Bebbington Anthony, Bornschlegel Teresa, Johnson Adrienne. 2013. «Political Economies Extractive Industry. From Documenting Complexity to Informing Current Debates». *Development and Change* 2: 1-16.

Gajardo Anahy. 2016. «Poussière des mines et cendres de l'autochtonie. Le projet Pascua Lama (l'État), et le processus de réémergence des Diaguita du Chili». *Cahiers du CIÉRA* 13: 34-59. https://www.ciera.ulaval.ca/sites/ciera.ulaval.ca/files/gajardo_2016_poussiere_des_mines_et_cendres_de_lautochtonie_cahiercieran13_pp.34-59.pdf, consulté le 20 décembre 2017.

Gudynas Eduardo, Acosta Alberto. 2011. «La renovación de la crítica al desarrollo y el Buen Vivir como alternativa». *Utopía y praxis latinoamericana* 16(53): 71-83.

Grieco Kyra. 2016. «Le «genre» du développement minier. Maternalisme et extractivisme, entre complémentarité et contestation». *Cahiers des Amériques latines* 82. <http://journals.openedition.org/cal/4351>, consulté le 20 décembre 2017.

Jenkins Katy. 2014. «Women, mining and development. An emerging research agenda». *The Extractive Industries and Society* 1(2): 329-339.

Kirsch Stuart 2002. «Anthropology and Advocacy. A Case Study of the Campaign against the OK Tedi Mine». *Critique of Anthropology* 22(2): 175-200.

Salazar-Soler Carmen. 2009. «Los tesoros del Inca y la madre naturaleza. Etnoecología y lucha contra las compañías mineras en el norte del Perú», in: Robin-Azevedo Valérie, Salazar-Soler Carmen (eds.), *El regreso de lo indígena. Retos, problemas y perspectivas*, p. 187-216. Lima, Cuzco: IFEA-CBC.

Sawyer Suzana, Gomez Edmund Terence (eds.). 2012. *The Politics of Resource Extraction: Indigenous Peoples, Multinational Corporations, and the State*. London: Plagrave Macmillan.

Svampa Maristella, Antonelli Mirta A. (eds.). 2009. *Mineria transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. Buenos Aires: Biblos.

TOURISM AND INFORMAL ENCOUNTERS IN CUBA

Valerio Simoni

2016. New York: Berghahn Books. ISBN 978-1-78238-948-4. 282 p.

Text: Tristan Loloum, University of Tours, CESR-Intelligence des Patrimoines

«Tourism and Informal Encounters in Cuba» is a book about the challenges that tourists and hosts face in establishing meaningful connections with each other, and the complex «relational idioms» they deploy to overcome inequality, distrust and misunderstanding. It explores the ambivalence of encounters between strangers in a cash-mediated environment imbued with post-colonial imaginaries and tourism fantasies.

Tourism encounters are a plentiful source of inspiration for anthropologists. They are paradoxical situations where worlds collide and differences emerge, but also moments of social loosening, cross-cultural exchange and transgression. As any «culture contact» (Herskovits 1938), tourism encounters are permeated with simplistic categorizations, shifting moral judgements and misleading conceptions of otherness. Valerio Simoni's anthropological account of *jineterismo* – a kind of interaction between tourists and Cubans often associated with forms of «tourism riding», harassment, hustling or even prostitution – allows us to untangle the complex feelings, misunderstandings and interests at stake in host-guest relationships.

After a first chapter on the contemporary history of tourism during the Revolution and the Special Period, chapter 2 analyses the political implications of *jineterismo* in a context of ingrained inequalities, economic embargo and tourism apartheid. For many young Cubans, it is part of a «culture of struggle» (*la lucha*) against State policies aiming to retain control over cultural and political exchange between international tourists and Cubans, a way to challenge the channelling of tourists into pre-established circuits. For public authorities, *jineterismo* is seen as a devious course to access capitalist lifestyles, a «moral corruption making decadent selves guided by a lust for luxuries and capitalist consumption» (p. 197). These moral interpretations of *jineterismo* shape the expectations towards tourism encounters, and therefore the way they get in touch (or avoid

one another) on a daily basis. Even tourist guidebooks alert their readers to «hustlers» and «hookers», reinforcing the diffuse climate of suspicion and scepticism between Cubans and tourists.

By unfolding these moral definitions of *jineterismo*, Valerio Simoni shows the ambiguity of informal encounters in tourism and the many «relational idioms» on which they are based: idioms of instrumentality and economic transaction, friendship and hospitality, romance and sex. While tourists often get the sensation that they are being used for cash, the author puts forward the multiplicity of expectations and feelings experienced by Cubans when they engage with tourists, as well as the skills and strategies they develop in doing so. Whether it is motivated by «necessity or desire» (p.53-54), the financial and material interests of *jineteros* are often expressed through dissimulated demands (a drink, a meal, a ride, a gift) and are rarely the sole motivation for contact. Finding love, building friendship or a family, and obtaining opportunities to emigrate or experience other cultures are also part of their aspirations. Like tourists, *jineteros* can too feel tricked and used by foreigners when their friendliness and complicity is not duly rewarded, whether materially or morally, or when the reward doesn't fit their expectations.

The ethnography describes a grey zone of open-ended encounters that can lead to long-term relationships, taking the reader beyond the old debates on the «host and guests» divide (Smith 1989) and the over-determination it encapsulates. Although these encounters are often fraught with inequality, ambiguity and mistrust, cross-cultural friendships, love and friendship are not impossible. Chapters 3 and 4 offer a meticulous ethnographic description of the skills and strategies of «presentation of self» (Goffman 1973) developed by *jineteros* to break the ice with tourists, «transcending the idiom of economic instrumentality and overcoming mistrust and radical asymmetries as the predominant grounds for action» (p. 192).

Definitions of *jineterismo* are always situated. In this sense, Valerio Simoni's «quadripartite ethnography» (Graburn's preface, p. X) of men/women and Cubans/tourists reveals the gender inequalities in Cuba, as *jineteras* are more easily associated with prostitutes and *jineteros* with thieves or *luchadores* (strivers). Sex-for-money relations are part of informal encounters, often in a dissimulated way, through «taxi fares» and other fringe benefits. Again, the author clearly shows how commoditized sex is subject to various moral standpoints, from rejection to accommodation, acceptance and cynical instrumentalisation, avoiding the moralizing bias of categorical descriptions under the banner of «sex tourism».

Valerio Simoni finds his way in this complex moral terrain of touristic, festive and intimate transactions by referring to a nuanced and well-referenced theoretical framework, borrowing from economic sociology, tourism anthropology and gender studies. The notion of «informal encounters» allows him to step back from morally-connoted concepts like sex tourism, hustling and informal economy. One should be cautious with notions that tend to describe a phenomenon by the negative, as this tends to relate to a normative horizon of a model (the «formal economy», «formal encounters») perceived as universal. But Valerio Simoni uses it as a generic notion that allows us to draw attention to the blurred boundaries in touristic relationships between public and private, merchant and non-merchant, friendship and instrumentality, romance and prostitution, work and leisure, social and economic, rather than as an analytical and explanatory concept.

One could sometimes lament the lack of biographical elements on the research participants, elements which would help us understand the social trajectories and «system of dispositions» (Bourdieu 1990) of these individuals before and after the tourism encounter, and understand how some become (successful) *jineteros* and others don't. Also, this could have been an interesting theoretical and empirical way to connect the ethnographic focus on situated identifications and modes of engagement with other holistic views of the Cuban society and their foreign counterparts.

Throughout the book, Valerio Simoni demonstrates an intimate sense of Cuba, its inhabitants, its tourism stages and occasional visitors, a sense of empathy acquired by navigating in a variety of places and environments and by building trust relationships. The restitution of his research participants' views and experiences is always respectful and exposed with care for scientific neutrality and theoretical discussion. «Tourism and Informal Encounters in Cuba» lifts many taboos on friendship and love in touristic settings and paves the way for future research on the articulation between tourism, love migration and intimacy in a globalized world. The book should become a classic read for tourism anthropologists, and more generally, for those who see in touristic phenomena something more than an industry of illusions and golden hordes.

REFERENCES

Bourdieu Pierre. 1990 (1980). *The Logic of Practice*. Stanford, California: Stanford University Press (translated by Richard Nice).

Goffman Erving. 1973. *The Presentation of Self in Everyday Life*. Woodstock, New York: Overlook.

Herskovits Melville. 1938. *Acculturation. The Study of Culture Contact*. New York: J.J. Augustin Publishers.

Smith Valene L. 1989. *Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism*. Oxford: Blackwell.

UN MOUVEMENT CONTRE LE JEU D'ARGENT

D'un loisir controversé à un problème public (Vancouver 1994-2004)

Claudia Dubuis

2016. Neuchâtel: Alphil-Presses universitaires suisses. ISBN 978-2-88930-113-3. 256 p.

Texte: Michael Perret, Haute École Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), Haute École de Gestion Arc, Neuchâtel

«L'expansion du jeu d'argent est un problème». Tel pourrait être, formulé simplement, l'enjeu qui semble traverser l'ouvrage, issu d'une thèse de doctorat, de Claudia Dubuis (2016), «Un mouvement contre le jeu d'argent. D'un loisir controversé à un problème public (Vancouver 1994 – 2004)». Car si les jeux d'argent sont souvent considérés comme l'un des secteurs phares de l'industrie du divertissement, il apparaît dans cet ouvrage que certaines personnes se soient constituées en tant que public politique en 1994 afin d'empêcher la construction à Vancouver au Canada du *Seaport Centre*, un complexe hôtelier comprenant un casino en bord de mer. Contre toute attente, leurs actions allaient dans un premier temps parvenir à empêcher la construction du complexe. L'ouvrage présente comment et sous quelles conditions a pu s'organiser une opposition à l'implantation de la puissante industrie casinotière et du jeu d'argent, en tentant de faire de ce dernier un problème public.

Le premier chapitre dresse le cadre théorique de l'ouvrage. L'auteure débute par un historique des approches du jeu d'argent, des «classiques» *Homo ludens* (Huizinga 1951 [1938]) et *Les jeux et les hommes* (Caillois 1995 [1951]) à l'approche interactionniste d'Erving Goffman (1974), pour montrer que l'étude du jeu s'est souvent faite avec un fort *apriori* moralisant. Mais plus avant, ce chapitre définit en quoi le jeu d'argent, dans le contexte particulier vancouverois, peut être considéré par certains mouvements comme un problème public. Claudia Dubuis va alors déplier la définition malicieuse de Joseph Gusfield, pour qui un problème public est «quelque chose à propos de quoi quelqu'un doit faire quelque chose» (Gusfield 2009 [1981]: 6):

elle présente les dimensions publique (qui est ce «quelqu'un»? à qui appartient la responsabilité du problème?), processuelle (en quoi consiste «faire quelque chose» en lien avec le problème des jeux d'argent?) et relationnelle des problèmes (quels sont les rapports entre les différents «quelqu'un» qui se mobilisent?). L'auteure invite le lecteur, dans ce chapitre, à considérer la constitution de problème public comme quelque chose de dynamique qu'il s'agit d'explorer ethnographiquement. Elle se démarque ainsi de nombreux travaux francophones qui traitent de la construction sociale de problème de manière caricaturale, soit lorsqu'ils séquentent schématiquement le problème étudié ou lorsqu'ils appliquent une «sociologie du soupçon» en discréditant le travail de certains publics impliqués¹.

Pour cerner au mieux le cœur de la première partie, à savoir la constitution des mouvements anti-jeux locaux (chapitre 4), Claudia Dubuis ébauche de manière convaincante les parties historique (chapitre 2, «Les ligues anti-jeu dans le monde anglo-saxon») et méthodologique du sujet (chapitre 3, «Une enquête à contretemps»). L'auteure décrit dans un premier temps la formation des groupes d'opposition principaux au jeu ainsi que la nébuleuse d'associations engagées plus largement dans le tissu social de la ville de Vancouver et qui intervient sporadiquement dans la controverse. Elle montre ensuite que le travail accompli par les fonctionnaires municipaux va peser dans la décision finale du gouvernement provincial de refuser la construction du mégacasin de *Seaport Centre*. Le deuxième temps de ce chapitre concerne la chronologie des controverses et des débats publics qui mènent jusqu'en 2004 où le conseil municipal de la ville de

¹ Pour Nathalie Heinich, la «sociologie du soupçon s'appuie [...] sur l'hypothèse intentionnaliste, autrement dit la réduction systématique de toute action à une intention consciente», parfois malveillante. «Derrière tout effet», résume Heinich, «se cache une stratégie dissimulée de façon à maximiser un intérêt personnel» (Heinich, 2009: 34). Ainsi, certains publics construiraient uniquement un problème public pour défendre un intérêt, avoir un gain quelconque, et ce de manière cachée. Pour une critique raisonnée d'un constructivisme social limité et limitant, on suggérera également le texte de Ian Hacking (2001).

Vancouver vote l'autorisation d'installer des machines à sous dans un nouveau casino et dans un hippodrome. Enfin, le chapitre se termine par la présentation des thématiques encapsulées dans la controverse pendant une décennie, de l'éventuelle perte de qualité de vie du voisinage à la question des formes de jeux spécifiquement attribués aux nations amérindiennes de la province. Mais plus avant, c'est l'opposition entre deux modèles économiques qui est la thématique la plus souvent portée, avec d'une part les projets de construction de grands casinos commerciaux et d'autre part le modèle du jeu pratiqué au bénéfice d'œuvres de bienfaisance (p. 98-99), socialement mieux accepté.

La deuxième partie, «Stratégies et actions militantes: homologues et divergences», porte successivement sur les formes observées d'engagement «religieux» (chapitre 5) et d'engagement «politique» de certains groupes (chapitre 6) d'une part, puis aux emprunts opérés de l'un à l'autre, d'autre part. On apprend ainsi que le militantisme moral, voire religieux, de nombreux membres des mouvements repose largement sur une expérience politique ou associative antérieure. Cette partie se termine par le chapitre 7, «Construction de la coordination et moyens d'action», qui consiste en une cartographie des groupes en conflit, de leurs répertoires d'action et de leurs répertoires discursifs. L'auteure présente surtout les «tactiques» des groupes anti-jeu et de certains employés de la municipalité de Vancouver (p. 163): lobbying, diffusion de pétitions, activités éducatives, actions et encore manifestations de rue. Une des forces principales de l'ouvrage de Claudia Dubuis réside notamment dans le fait de travailler sur l'un de ces tout premiers mouvements locaux, le mouvement de Vancouver. Ceci a permis de saisir la manière dont les militants anti-jeu ont eu pour objectif de faire sortir le jeu d'argent de son statut de loisir fortement controversé et de le faire entrer dans le registre des problèmes publics. À bien des égards, l'enquête empirique au plus près des acteurs de Claudia Dubuis ressemble à une sociologie pragmatique des problèmes publics inspirée des travaux de Francis Chateauraynaud sur la «sociologie de la prise» (Bessy et al. 1995, Chateauraynaud et al. 1999):

[...] l'opposition anti-jeu ne se trouve pas donnée a priori dans une structure préalablement constituée, aux limites bien fixées, aux objectifs et au programme prédéfinis. C'est bien plutôt au fil des divers engagements que vont se trouver nommées, puis progressivement construites, tout un ensemble d'actions et de revendications ainsi qu'une rhétorique désignée comme spécifiquement anti-jeu. (p. 212)

Dans la troisième et dernière partie, «Des nouvelles rhétoriques», l'auteure s'inspire le plus fortement des travaux de Gusfield dans l'analyse qu'elle fait des stratégies employées par les mouvements et les organisations en prise avec la controverse. L'accent est surtout mis sur les contenus rhétoriques

anti-jeu et leur performativité, qui contiennent une critique du capitalisme et, en creux et ce plutôt vers la fin de la période étudiée, une crainte de l'addiction au jeu.

L'ouvrage de Claudia Dubuis a le mérite de traiter finement d'un sujet souvent négligé en sciences sociales ou dans le champ des *Game studies*, qui a pour objet d'études principal les jeux vidéo. Il y a un réel intérêt anthropologique et sociologique à suivre ici des groupes proches de la droite conservatrice mener des combats qui ne sont pas taxés négligemment de «croisade morale» par des chercheurs ironiques, engagés dans la controverse des contributions sociales des jeux d'argent. Enfin, s'intéresser à un problème public «à bas bruit», dans le sens où il ne suscite pas un intérêt médiatique et populaire considérable, n'enlève en rien à la richesse des descriptions et des spécificités de la situation, permises par un travail ethnographique rigoureux. Au contraire: l'approche anthropologique de Claudia Dubuis révèle une belle profondeur historique et permet, aux lecteurs suisses, de comprendre que l'acceptation sociale du jeu d'argent ne va pas de soi, mais reste poreuse et problématique.

RÉFÉRENCES

Bessy Christian, Chateauraynaud Francis. 1995. *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*. Paris: Métailié.

Caillois Roger. 1995 (1951). *Les jeux et les hommes. Le masque et le vertige*. Paris: Gallimard.

Chateauraynaud Francis, Torny Didier. 1999. *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*. Paris: Éditions des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Hacking Ian. 2001 (1999). *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi?* Paris: La Découverte (traduction de Baudouin Jurdant).

Heinich Nathalie. 2009. *Le bêtisier du sociologue*. Paris: Klincksieck.

Huizinga Johan. 1951 (1938). *Homo ludens. Essai sur la fonction sociale du jeu*. Paris: Gallimard.

Goffman Erving. 1974 (1967). *Les rites d'interaction*. Paris: Minuit (traduction d'Alain Kihm).

Gusfield Joseph. 2009 (1981). *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique*. Paris: Economica.

PRODUCTION INSTITUTIONNELLE DE L'ENFANCE

Déclinaisons locales et pratiques d'acteurs

Véronique Pache Huber, Charles-Edouard De Suremain, Elise Guillermet (dir.)
2016. Liège: Presses Universitaires de Liège. ISBN 978-2-87562-089-7. 197 p.

Texte: Julie Pluies, Université de Lausanne

Sous la direction de Pache Huber, De Suremain et Guillermet, cet ouvrage vise à éclairer les lecteurs sur «les enjeux que représentent les enfants pour les pouvoirs publics» (p. 8). Les textes s'intéressent à la façon dont les institutions, avec leurs normes et représentations, construisent des «déclinaisons locales» singulières nourries de «pratiques d'acteurs» spécifiques autour de l'enfance. La publication résulte d'un colloque intitulé «Pour une anthropologie de l'enfance et des enfants», tenu en 2011 en Belgique. Couvrant cinq pays d'Europe et d'Amérique Latine, les huit contributions offrent un regard multidisciplinaire. Leurs argumentaires se forment sur des observations et entretiens avec les professionnels de l'enfance, les familles et les jeunes (adultes) eux-mêmes. L'étude des textes de lois, de l'histoire des disciplines ou des figures majeures œuvrant pour les enfants complètent ce tableau de la production institutionnelle de l'enfance. Trois thèmes traversent l'ouvrage et expliquent, selon les auteurs, la prise en charge actuelle des enfants. La scientification des politiques publiques de l'enfance, à savoir le recours aux sciences naturelles et aux discours dits scientifiques; les figures de l'enfance comme enjeux institutionnels et politiques, en référence aux liens entre représentations institutionnelles de l'enfance et agendas politiques; et l'agencéité des enfants, entendue comme «leur capacité d'action effective ou potentielle» (p.16) en fonction des contraintes institutionnelles exercées sur eux. La conclusion, rédigée au prisme des droits de l'enfant, propose une réflexion sur les négociations et les ajustements menés par les acteurs, y compris les enfants, entre leurs connaissances et pratiques, et les politiques et représentations institutionnelles.

Intérêt de l'enfant

Les articles de Potin, Robin (France) et Casman & César (Belgique) examinent le rôle des enfants dans les (dé)placements en familles d'accueil ou en hébergement alterné en cas de divorces.

Pour Potin, les dispositifs institutionnels pensés au nom de l'intérêt de l'enfant, à savoir *pour*, et pas nécessairement, *par ou avec* eux, négligent leur parole. Pourtant elle montre qu'au quotidien l'enfant adapte, à son expérience, les ressources mises à disposition, faisant de son intérêt «un processus de concertation et de négociation» (p. 39). La conclusion est pertinente mais nous regrettons que les notions de familles d'accueil et d'origine ne soient pas questionnées, réitérant les schémas classiques de filiation et désaffiliation et empêchant, peut-être, l'émergence d'une typologie plus nuancée. Robin poursuit cette réflexion sur la famille biologique et juridique et témoigne, au travers des déplacements des enfants, de la parenté quotidienne. Piste intéressante puisqu'elle révèle la manière dont les enfants nomment et traduisent, avec leurs mots, le concept de «faire famille» (p. 58). Si la vision institutionnelle de la parenté apparaît restrictive pour l'auteur, les lecteurs trouveront peut-être pareillement restrictif le regard porté sur le lien présupposé entre «unité de soi» et unité de lieux de vie. Casman & César, en restituant les points de vue de différents acteurs attestent du «flou» (p. 80) entourant la notion d'intérêt de l'enfant. Ils soulignent, comme Potin et Robin, la primauté des expériences personnelles des acteurs dans la définition et donc la mise en œuvre au cas par cas, de cet intérêt. Si les auteurs le qualifient de «quelque peu vidé de sens» (p. 81), il nous semble pourtant convaincant de le penser comme dépendant des acteurs le mettant en pratique.

Normalisation des enfants malades

Les contributions de Mougél et Cadart s'intéressent aux enjeux de la normalisation des enfants dits malades en France. Mougél offre un écrit précis et fouillé qui retrace, depuis le 19^e siècle, la production des savoirs médicaux et leurs influences sur les figures de l'enfant hospitalisé et sur les normes relatives à l'exercice de la parentalité à l'hôpital et en dehors. À travers des élé-

ments biographiques de certains personnages de la pédiatrie et de la pédopsychiatrie, elle montre les relations entre les visages d'une institution et ses politiques. Quant à Cadart, elle s'interroge sur la normalisation des conduites enfantines, en reprenant l'historique du «Conseil National de la Résistance à *Pas de 0 de conduite*». Dénonçant les liens entre certaines recherches biomédicales et politiques publiques, elle défend une approche interdisciplinaire – malheureusement non documentée dans le texte – pour préserver les acquis d'une pédopsychiatrie jugée humaniste. Nous noterons que la normalisation de la psyché, du corps enfantin et de la vie des enfants à l'hôpital, fait écho au projet – que nous nommons – de normalisation des enfants placés en institutions, invitant à une réflexion sur les idéaux-types qui guident la mise en œuvre des politiques publiques.

Violences ordinaires

Les textes de Medaets & Bittencourt Ribeiro (Brésil) et Cavañoud (Bolivie) abordent les violences ordinaires vécues par les enfants. Le premier article commente les stratégies éducatives parentales, et «l'utilisation circonstanciée» de châtiments corporels (p.139). Le recours à ces derniers, dans certaines circonstances, est analysé en lien avec «le projet de loi «anti-fessée» (p.123), dont les défenseurs entendent éradiquer la violence sociétale en légiférant de nouvelles pratiques éducatives familiales. À propos de mots, il aurait été intéressant d'analyser, au-delà des médias, le discours des partisans de la loi, de la même manière que le discours des parents a été entendu. Cette approche aurait peut-être permis de démêler les aspects personnels du débat politique public, évitant l'écueil d'un certain relativisme. Le second article revient sur les choix des enfants d'opter pour la rue comme lieu de vie afin de fuir la violence domestique. Leurs stratégies de (sur)vie sont examinées au prisme de la continuité et de la discontinuité des liens avec la famille, les institutions et les pairs, conduisant l'auteur à réviser le concept «d'enfant des rues» (p.158) pour proposer celui de «semi-nomadisme institutionnel» (p.154). À l'image des conclusions tirées dans le reste de l'ouvrage, l'enfant en danger, victime de violence ou échappant à la normalisation et dont l'intérêt peut être délaissé, est perçu, par les institutions, comme un futur être dangereux dont il faut, pour le bien-être de la société, modifier les comportements.

Vision idéalisée

La dernière contribution de Cervera Montejano (Mexique) apparaît comme le contre-pied des précédentes, car les choix de l'enfant maya s'avèrent respectés. Sa «compréhension» (p.163), concept émique pour son développement, est soutenu

par des méthodes éducatives parentales soucieuses de ses responsabilités présentes et à venir. Les données ethnographiques sont riches mais nous ne comprenons pas pourquoi l'auteur se réfère aux «ethnothéories parentales», définies comme «des modèles culturels spécifiques relatifs à la nature et à la signification de l'enfance, aux enfants et aux parents» (p. 162). Elles nous apparaissent comme des pratiques parentales locales, et leur catégorisation comme des ethnothéories frôle l'essentialisme, manquant le geste de constituer une grille de lecture commune avec les autres contributions.

Cet ouvrage propose des pistes de réflexion intéressantes autour des thèmes abordés. Dans une perspective classique de la socio-anthropologie de l'enfance, les adultes sont décrits comme des producteurs de normes et de politiques avec lesquelles les enfants, en tant qu'acteurs dotés de compétences, apprennent à vivre. Cependant, quitter une vision adulte-centrée, telle qu'encouragée par la nouvelle socio-anthropologie de l'enfance, n'implique-t-il pas d'envisager la manière dont les enfants produisent et ré-inventent des normes eux-mêmes?

Par ailleurs, certains articles sont annoncés comme des commandes institutionnelles et, à ce titre, nous regrettons l'absence de réflexion sur les enjeux de la production scientifique et la place des auteurs dans la fabrique des figures et des politiques de l'enfance. De même, l'absence d'explication sur l'âge avancé des jeunes (adultes) interviewés est interpellant.

Enfin, certains auteurs revendiquent la création d'espaces de parole institutionnalisés pour les enfants, afin qu'ils participent à leur projet de vie. Mais comme le montrent leur vécu, les enfants font et agissent, et donc, d'une certaine manière, disent déjà des choses. Le travail ethnographique consiste à documenter leurs manières d'agir pour faire écho à leurs «voix silencieuses» et se dégager ainsi de l'injonction à la parole (Pluies 2017). Que la reconnaissance de leurs manières de vivre passe par le langage uniquement nous paraît dommageable.

RÉFÉRENCE

Pluies Julie. 2017. *Children's silent voices in the medical space: medical and political meanings of their voices*. Paper presented at the 116th AAA Annual Meeting, 29 October 2017, Washington D.C.

BEYOND INDIGENEITY

Coca Growing and the Emergence of a New Middle Class in Bolivia

Alessandra Pellegrini Calderón

2016. Tucson: The University of Arizona Press. ISBN 978-0-8165-3310-7. 205 p.

Texte: Jérémie Voirol, University of Manchester

L'ouvrage d'Alessandra Pellegrini Calderón nous plonge dans le monde des producteurs de coca de la région des Yungas en Bolivie. À partir d'une recherche ethnographique de terrain de longue durée, l'auteure s'intéresse aux activités économiques des membres d'un petit village situé au pied des Andes et à leur identification. Cette étude s'inscrit dans le champ de l'anthropologie économique et américaniste.

Depuis l'extérieur, les cultivateurs de coca des Yungas semblent être le prototype de l'«autochtone» («*indígena*» en espagnol, «*jaqi*» en aymara); ils parlent aymara, sont descendants de migrants autochtones des Andes et sont cultivateurs de coca, plante associée à l'autochtonie. Cependant, et bien qu'ils puissent en retirer des avantages dans le contexte bolivien et international actuel, ils ne s'auto-définissent pas de la sorte. Tout au long de l'ouvrage, l'auteure s'attache à en élucider les raisons en mettant en lumière les enjeux, surtout économiques, qui façonnent leur identification comme «*Yungueños*» principalement.

L'introduction pose le contexte historique, politique, économique et légal de la production de coca dans la région des Yungas et en Bolivie, tout en l'inscrivant dans la scène internationale (pressions pour son éradication dès les années 1960). La culture de la coca a une importance économique considérable depuis l'époque préhispanique jusqu'à nos jours. En effet, la feuille de cette plante est consommée en abondance par les autochtones des Andes et jouit d'une grande valeur rituelle, sacrée et de sociabilité. De plus, le marché lié à la cocaïne a pris de l'ampleur depuis le siècle dernier.

Dans le chapitre 1, l'auteure souligne que le début du 20^e siècle a été marqué par une période de peuplement des Yungas, notamment par des migrants provenant de la région andine, à cause des besoins en main d'œuvre dans les champs

de coca. En s'intéressant particulièrement aux discours d'intellectuels locaux, et en mêlant sources orales, historiques et archives, l'auteure montre comment émerge une identité à base géographique, fortement liée à la culture de la coca. Ainsi, la catégorie de Yungueño repose sur l'idée que cette activité aux Yungas est «traditionnelle» (issue du temps préhispanique), de sorte qu'ils cherchent à se démarquer, d'une part, de la production qui alimente le marché de la cocaïne et, d'autre part, à s'opposer à l'autre grande région *cocalera*, le Chapare, qui ne peut pas revendiquer un lien historique si profond et qui est soupçonnée d'être impliquée dans le trafic illégal. Contrairement à l'argument de l'autochtonie, les Yungueños n'accordent pas d'importance au moment de la colonisation espagnole dans leur perception de l'histoire et se considèrent comme issus de différentes origines ethniques (Aymaras, Quechuas, Lecos).

Le chapitre 2 nous emmène dans le processus de production de la coca. L'auteure l'analyse comme une éthique de vie liée à une certaine rationalité économique qui valorise la croissance (de la production, de l'étendue des champs, des profits). Si de nombreuses études focalisées sur les Andes mettent en évidence que la coca «fait» la personne – par son rôle central dans la ritualité et la sociabilité – Alessandra Pellegrini montre qu'elle a la même fonction aux Yungas, mais par le fait de posséder des champs et de les travailler. En effet, cette activité nécessite différents types de collaboration (le plus souvent monétarisés) au sein du village. Certains mécanismes de redistribution des gains des producteurs les plus prospères existent, particulièrement la participation financière aux fêtes locales et le parrainage («*compadrazgo*»), tout comme on peut le retrouver dans de nombreuses régions andines. Cependant, l'accumulation est valorisée, créant ainsi des inégalités. D'un point de vue yungueño, cet aspect les différencie des autochtones qu'ils identifient comme pauvres et communautaires.

Dans le chapitre 3, l'auteure aborde la vente de coca, qu'elle met en relation avec le développement d'une citoyenneté bolivienne. Cette activité est permise par le gouvernement d'Evo Morales pour les producteurs depuis 2006 et est fortement régulée et contrôlée. Elle a ainsi engendré d'importants revenus financiers pour ceux qui la pratiquent. Les contacts avec des fonctionnaires et les déplacements à travers le pays qu'elle génère matérialisent les relations avec l'État et l'idée de ce à quoi peut ressembler la «Bolivie». Ainsi, l'auteure voit l'activité de vente des Yungueños comme essentielle pour comprendre leur identification; elle leur permet, pour un certain nombre en tout cas, de devenir prospères tout en restant liés à la terre, ce qui les positionne entre les catégories d'«autochtones» – vus par les Yungueños, l'État et de nombreux anthropologues comme des agriculteurs pauvres – et de «métis» (*mestizo*) – considérés le plus souvent comme urbains.

Le chapitre 4 montre comment les idées d'«histoire» et de «tradition», éléments essentiels dans les discours de l'autochtonie, sont réappropriées par les Yungueños en vue de s'assurer une certaine exclusivité économique liée à la culture de la coca. Ils s'appuient notamment sur la terminologie légale de l'État qui fait des Yungas la zone «traditionnelle» et du Chapare l'aire «transitionnelle». Définie comme «patrimoine culturel» (principalement associé aux populations autochtones) et «ressource naturelle», la coca est soutenue par le gouvernement de Morales qui se donne en même temps un certain pouvoir pour en gérer sa dimension économique. Si cet aspect convient aux Yungueños, ils revendiquent cependant plus de restrictions, c'est-à-dire envers le Chapare, qui n'est pas désigné comme «traditionnelle». Ils adoptent ainsi une approche de libre marché et protectionniste selon leurs intérêts et même s'ils peuvent rejoindre le discours culturaliste de l'État concernant la production de la coca, l'enjeu pour eux est bien économique.

Dans le chapitre 5, l'auteure met en lumière la dimension morale de la conception de l'économie de la part des Yungueños, à travers leur interprétation du *«kharisiri»*, voleur de graisse humaine dont la victime meurt, phénomène bien connu dans l'anthropologie andine. Cette dernière nous avait habitués à voir dans le *kharisiri* le dominant blanc qui prend pour cible les autochtones dominés. Dans les Yungas, c'est l'inverse ; ce personnage est toujours un autochtone pauvre des Andes qui vend ensuite la graisse pour en retirer un important profit. Ainsi, les Yungueños la considèrent comme relevant de l'économie de marché (tout comme la coca), mais délégitiment sa transaction, car elle génère des gains sans travail. Il s'agit d'une économie immorale, contrairement à celle de la coca. Par conséquent, contrairement à l'interprétation la plus répandue du *kharisiri* en anthropologie, l'appréhension

de ce personnage par les Yungueños ne constitue pas une résistance au capitalisme et à l'exploitation des plus faibles. De plus, elle fait émerger une morale qui diverge de celle, anti-néolibérale, qui est attribuée aux autochtones par l'État. L'autochtone constitue ainsi une nouvelle fois un «autre» auquel les Yungueños ne s'identifient pas.

La conclusion insiste sur le fait que l'identification des Yungueños se base sur des considérations principalement économiques – renforcées par des arguments spatiaux et historiques – et non pas culturelles ou ethniques. L'auteure cherche ainsi à les définir comme une classe moyenne, mais d'un type particulier, puisqu'ils ne sont pas urbains et que leurs ressources économiques proviennent de la terre et non pas d'activités commerciales seules ou de services. En effet, selon Alessandra Pellegrini, la mobilité sociale est souvent associée dans les Andes à un changement d'identification ethnique, à savoir un passage d'autochtone à métis. Cette étude nous invite ainsi à dépasser la dichotomie autochtone/métis, souvent prise comme acquise en anthropologie américaniste, et à considérer les classes moyennes comme multiples et caractérisées par une participation grandissante à la société nationale.

L'ouvrage dans son ensemble est très bien écrit et articule de manière fluide les passages ethnographiques – mêlant des descriptions de situations, de brefs portraits et des discours d'interlocuteurs – à ceux plus théoriques, historiques et qui font référence aux échelles nationales et internationales. Mais c'est bien la rigueur ethnographique, c'est-à-dire la faculté de prendre au sérieux les données, qui donne sa force à cette étude. L'auteure s'attache à décortiquer le sens que donnent ses interlocuteurs à leurs pratiques et aux termes qu'ils utilisent, ce qui l'amène à mettre en lumière leurs enjeux et à revisiter certaines notions qui peuvent paraître acquises en anthropologie américaniste, comme «autochtone», «traditionnel», *«kharisiri»*, *«ayni»* (type de réciprocité répandue dans les Andes autochtones). Cette attitude intellectuelle ancre ce travail dans une anthropologie contemporaine qui ne se fait pas piéger par des présupposés culturalistes, comme cela aurait été le cas en considérant les Yungueños de prime abord comme autochtones et la coca avant tout comme élément sacré. Même si cette posture n'est pas unique, elle reste encore assez rare dans l'anthropologie des pays andins.

À GOMA ON SAIT JAMAIS

Jugend im ganz normalen Ausnahmezustand in Goma, DR Kongo

Silke Oldenburg

2016. Zürich: Lit-Verlg. Beiträge zur Afrika-Forschung (Bd.69). ISBN 978-3-643-80212-5. 325 S.

Text: Barbara Waldis, Haute Ecole du Travail Social, HES-SO Valais Wallis

Die vierteilige Monografie über das Leben in Goma aus der Perspektive von jungen Erwachsenen beruht auf einer vierzehn monatigen Ethnografie der Autorin während der Kivu Krise in den Jahren 2008 und 2009. Die Kämpfe im Oktober 2008 zwischen Rebellen aus Nordkivu (*Congrès national de la Défense du Peuple, CNDP*) und kongolesischen Regierungstruppen (*Forces Armées de la République Démocratique du Congo, FARDEC*) zwangen die Autorin zu einem Unterbruch ihrer Forschung. Jenseits des allgegenwärtigen Konfliktgeschehens in Goma, verfolgt Silke Oldenburg mit der Monografie das Ziel, junge Erwachsene und ihren Alltag zwischen «Wohlstand und Ruin, Solidarität und Misstrauen» zu beschreiben und zu verstehen, was – abgesehen von Stereotypen wie beispielsweise der «*Lost Generation*» (S. 9) – jung sein für Jugendliche und junge Erwachsene im Kriegskontext bedeutet.

Nach der Einleitung folgen in einem ersten Teil drei Kapitel zum «normalen Ausnahmezustand», nach der Autorin ein organisiertes Chaos, eine permanente Krise (S. 15 f.). Der normale Ausnahmezustand ist ein Leitmotiv nicht nur für das ganze Land, sondern ebenso für Lebensperspektiven von jungen Erwachsenen wie für das Leben und Forschen in der Stadt Goma. Im ersten Kapitel illustriert Silke Oldenburg die Idee der «Krise als chronischen Erfahrungshorizont» durch die Geschichte der Demokratischen Republik Kongo. Ihre anthropologische Perspektive zur Jugendforschung und damit auf die jungen Erwachsenen legt die Autorin in Kapitel zwei dar. «Jugend» bedeutet auch in Goma ein «Prozess des Suchens und Strebens» (S. 39). Den Klassikern der Jugendanthropologie entsprechend, versteht Silke Oldenburg die Jugendlichen und jungen Erwachsenen als «Analysten», die «ihre sich schnell wandelnde Umwelt» begreifen (S. 45). Bezugnehmend auf den nationalen Kontext der DR Kongo beschreibt die Autorin die «gewöhnlichen» Jugendlichen, auf denen ihr Fokus liegt. In Kriegszeiten Ethnografie zu betreiben, bedeutet wahrlich die

Komfortzone zu verlassen, wie die Autorin im dritten Kapitel zur Methodik darlegt. Die Analyse und die Präsentation der Ergebnisse gehen von der Metapher des «*Nervous System*» von Taussig aus, zugleich Nervensystem wie nervöses System. Unsichtbaren roten Fäden gleich bildet das «*Nervous System*» den dynamisch strukturierten Hintergrund zur Darstellung der Ergebnisse. Dabei schöpft Silke Oldenburg aus verschiedenen Wissensständen, mischt sie und präsentiert die Ergebnisse wie ein «narratives Mosaik» (S. 63 ff.), das aus Beobachtungen, Gesprächen, Gruppengesprächen, Hintergrundwissen, Alltagserfahrungen und geteiltem Wissen besteht.

Der zweite Teil ist dem empirischen Kontext und den jugendlichen Erfahrungswelten gewidmet. Die jüngere politische Geschichte und der Krisenalltag von Goma sind die Themen des vierten Kapitels. Dabei schafft die Autorin eine dichte Skizze der Stadt, verbindet andere Studien mit der eigenen Ethnografie. Sie fokussiert die Stellung von jungen Erwachsenen in der Stadt und erweitert den für ihre Analyse und Präsentation zentralen Begriff des narrativen Mosaiks mit demjenigen der Erinnerungssplitter. Das sind fragmentarische Erinnerungen, auch über erlebte Gewalt, denen die Autorin in informellen Gesprächen begegnet und die sie wie Mosaiksteinchen zusammenfügt. Drei zentralen jugendlichen Erfahrungswelten in Goma, idealtypische Konstrukte, ist Kapitel fünf gewidmet. Die Autorin beschreibt die Erfahrungswelt der Motorradfahrer und der Benzinverkäufer, «Kaddafis» genannt, die «Pfadfinder»-Erfahrungswelt (S. 133) in den an Politik, Krieg und Kunst orientierten NGOs und die Erfahrungswelt der Studierenden in staatlichen, Erfolg und Reichtum versprechenden Bildungsinstitutionen.

Der dritte Teil der Studie geht auf die zentralen sozialen Praktiken der jungen Erwachsene ein, auf die Liebe, auf die «*Débrouillardise*» (sich durchschlagen können) und das Ver-

gnügen. «Liebe in Zeiten des Ausnahmezustandes» lautet der Titel von Kapitel sechs. Die Autorin zeichnet nach, wie der Krieg zwar das Heiraten erschwert, doch die traditionellen Vorstellungen nicht ausser Kraft setzt. Fehlende finanzielle Ressourcen erlauben es jungen Männern kaum, den Brautpreis und die Heirat zu bezahlen. Frauen andererseits «jonglieren» mit mehreren Freunden, «nutzen das Patronagesystem zu ihren Gunsten» (S.161 f.), sind jedoch oft auch alleine für den Unterhalt ihrer Kinder verantwortlich. Wie in Kapitel sieben aufgezeigt wird, sind in einer Welt, in der strukturelle Anpassungsmassnahmen der Weltbank aber auch Rebellenangriffe und Plünderungen zum Alltag gehören, wache Sinne für gewinnbringende Geschäfte von Vorteil, sei dies in der Schattenwirtschaft, in den NGOs oder in der politischen Öffentlichkeit. In Goma Feste zu feiern, Hobbies oder Vergnügungen nachzugehen, bedeutet immer auch mit Gefahr und Einschränkungen zu rechnen, wie in Kapitel acht klar wird.

Der vierte Teil der Studie geht darauf ein, wie junge Erwachsene in Goma mit Gewalt, Krieg und Modernität umgehen. Traditionelle Erklärungen zu Neid und Missgunst, Angst und Misstrauen sind in sozialen Beziehungen sehr präsent, wie Silke Oldenburg in Kapitel neun erklärt, ebenso wie Humor und Ironie. Erst in Kapitel zehn ist der Kivu Konflikt, die Gewalt in Goma, Thema der Ethnografie. Erst vor dem Hintergrund des Alltags in Goma kann der Blick der jungen Erwachsenen auf die Militarisierung, die wechselnden politischen Komplizenschaften, die internen wie externen Bedrohungen einigermaßen angemessen gedeutet werden. Goma ist «nicht nur eine umkämpfte Stadt, sondern auch eine Stadt von umkämpften Bedeutungen», in der die jungen Erwachsenen «nach dem für sie besten Leben» streben (S. 276).

Die Monografie hinterlässt einen starken Eindruck. Sie gibt einem das Gefühl, etwas vom politisch, sozial und ökonomisch schwierigen Alltag in Goma kennen gelernt zu haben; die Einstellungen der jungen Erwachsenen, ihren Optimismus und ihre mehr oder weniger erfolgreichen Strategien im Umgang mit widrigen Lebensumständen zumindest ansatzweise zu verstehen. Der starke Eindruck beruht auch auf der gelungenen Vermittlung der Autorin darauf, wie junge Erwachsene ihr Leben in Goma in einer ungewissen, nicht planbaren Zukunft lebenswert und sinnvoll gestalten.

Die Monografie leistet einen originellen Beitrag zur anthropologischen Jugendforschung, weil junge Erwachsene als eigenständige Akteure wahrgenommen werden. Die Lektüre der Monografie ist für Anthropologen und Anthropologinnen und für Personen von Interesse, die sich mit Jugendlichen und dem Alltag in afrikanischen Städten beschäftigen. Der Autorin ist trotz einigen sehr dichten theoretischen Passagen eine

dramaturgisch unkonventionell aufgebaute, anspruchsvolle, spannende und lesenswerte Ethnografie gelungen über junge Menschen und deren Möglichkeiten, in Goma erwachsen zu werden. Wer den knapp dreihundert Seiten des Buches folgt, lernt viel über den Pragmatismus, die Ironie und die Gelassenheit mit denen die jungen Gomatriciens und Gomatriciennes ihre Chancen abwägen und ergreifen, den schwierigen, unsicheren Alltag gestalten, reflektieren und die politische Situation durchschauen. Die Studie veranschaulicht mit einer sozial differenzierten, subjektzentrierten Anthropologie die Stärken der Jugend. Sie regt dazu an, die Perspektive auf das eigene Leben aus der Perspektive von jungen «erfahrenden Analysten» (S. 45) in einer geopolitisch und wirtschaftlich hart umkämpften Region von Afrika neu zu denken.

LA TRANSMISSION EN JEU

Apprendre, pratiquer, patrimonialiser l'horlogerie en Suisse

Hervé Munz

2016. Neuchâtel: Éditions Alphil. ISBN 978-2-88930-082-2. 404 p.

Texte: Najate Zouggar, Université de Lausanne

La monographie ici proposée est articulée, comme le sous-titre l'indique, autour de trois verbes «apprendre, pratiquer, patrimonialiser». Loin d'être réduite à l'illustration d'un métier du passé, l'horlogerie en Suisse est d'emblée abordée comme un objet du présent et toute la démarche de Hervé Munz consistera, dans cette enquête passionnante, à démontrer non seulement la vitalité, mais aussi les modes de fonctionnement contemporains d'un «empire inquiet» (p. 15), étroitement liés au patrimoine et à la communauté imaginée suisse.

Dès l'introduction, l'auteur se fixe pour objectif d'esquisser une anthropologie du monde horloger qui met précisément en évidence le caractère helvétique d'un savoir-faire dont les modes de transmission et de patrimonialisation sont questionnés. Après avoir évoqué les enjeux de la transmission, il prend le parti d'une «focalisation sur les corps» (p. 34) qui éclaire de manière convaincante la pratique artisanale investiguée et donne tout son sens à l'analyse de la transmission.

L'argumentaire de l'ouvrage, articulé en quatre parties, est bâti selon ces orientations: «l'horlogerie éprouvée», «l'horlogerie exercée», «l'horlogerie valorisée», et «l'horlogerie controversée». La première partie pose le problème de la définition du métier et éclaire l'absence des horlogères et les inégalités de genre dans le groupe professionnel investigué. L'invisibilité des femmes est aussi questionnée du point de vue des biais adoptés par le chercheur qui les questionne dans un processus réflexif malheureusement inachevé. De son propre aveu: «cette invisibilité a été indirectement renforcée par certains des biais par lesquels j'ai organisé ma recherche» (p. 70). La mise en visibilité du patrimoine semble donc largement conditionnée à une invisibilisation du «matrimoine» (Hertz 2002). Si le mot de «masculinité» (p. 74) est lâché dans la trop brève section consacrée aux inégalités de genre, l'auteur ne cherche pas pour autant à différencier les mascu-

linités et la catégorie opère finalement moins comme un concept que comme une étiquette et ne permet pas de questionner la domination masculine dans le métier, ce qui est assez regrettable. D'autres différenciations sont toutefois posées – la qualification et la certification, notamment – à partir desquelles l'anthropologue tente de dégager des hiérarchies mais leur conceptualisation demeure incomplète et l'on doit se contenter de deviner les enjeux de pouvoir à l'intérieur du groupe professionnel des horloger.e.s.

D'un point de vue ethnographique, toutefois, l'auteur nous livre une analyse d'une rare finesse: en décrivant les étapes de production d'une montre, il parvient à articuler avec brio trois échelles – cette échelle microscopique des gestes professionnels qu'il documente minutieusement en l'articulant à celle des organisations du secteur de production et plus globalement, à celle du marché des montres.

La première partie du livre retrace également l'histoire de cet «artisanat (re)trouvé» entre 1975 et 2015, ce qui permet à l'auteur de constater un passage de «l'ouvrier qualifié» à «l'artiste de génie». La perspective adoptée présente une réelle convergence avec de récentes contributions à la sociologie du travail indépendant (Bajard 2012, Perrenoud 2008) et avec les travaux sociologiques consacrés à la compréhension des processus de «passages à l'art» ou «artification» (Heinich et al. 2012).

Dans la deuxième partie du livre, «l'horlogerie exercée», l'auteur livre une analyse passionnante des gestes du métier. Il s'intéresse notamment à l'incorporation de ces gestes par les débutant.e.s. L'exemple de l'exercice du limage offre une illustration saisissante de l'incorporation d'une manière de voir juste. Car les deux yeux n'accomplissent pas la même opération: l'un, appareillé avec une loupe, regarde de très petits objets tandis que l'autre contrôle l'ensemble du travail. Cet appareillage

qui semble engager des formes de devenir-machine des organes gagnerait à être questionné du point de vue des *new materialisms* (Coole et al. 2010) ou à partir du geste théorique de Donna Haraway qui engage une réflexion ontologique sur notre rapport à la technique (Haraway 1991). L'auteur développe, à rebours de cette théorisation, un exemple très éclairant: celui de l'acquisition d'un «sens mécanique» (p. 170-175) qui suppose à la fois une éducation de l'attention et de tous les sens. Il souligne «l'importance de la vue et de la visibilité: observer, voir, visualiser, imaginer» (p. 172). Le dernier chapitre de cette deuxième partie aborde la transmission sous l'angle de «la petite entreprise» qui est ici définie comme un espace à partir duquel se déploie un «triangle important» (p. 217) qui engage le «nom propre», «la réputation» et «la communication». La conclusion de cette partie est particulièrement ambitieuse et stimulante: en effet, l'auteur propose une «anthropologie de la transmission renouvelée» (p. 225). Un de ses apports les plus originaux consiste dans une conceptualisation des processus de «voilement provisoire au cœur de la passation du métier» (p. 227). Hervé Munz relève des restrictions d'accès provisoires et il note que «le secret constitue un opérateur de transmission» (p. 228). À bien des égards, dans le choix même des termes de «voilement» et de «secret», cette obstruction provisoire peut faire penser à l'initiation et au rapport spirituel entre un maître et ses disciples (Hammoudi 1997) qui, par-delà l'accès (et l'obstruction) à des savoirs cachés, produit aussi des rapports de pouvoir qui ne sont pas examinés dans cette ethnographie.

La troisième partie de l'ouvrage «l'horlogerie valorisée» met en évidence un «dispositif patrimonial dans le monde horloger» (p. 235) qui introduit la controverse abordée dans l'ultime partie de l'ouvrage. La quatrième partie du livre montre en effet l'invention de la tradition horlogère et le caractère moral de la transmission qui finalement entraînent un paradoxe intéressant: c'est la valorisation du patrimoine même qui agit «comme un facteur de perte du savoir-faire» (p. 310). Pour éclairer ce paradoxe, l'auteur a recours à deux outils foucauldien (p. 311): la méthode généalogique et la notion de dispositif dont on peut regretter qu'elles n'irriguent pas l'ouvrage dans sa totalité.

En somme, cette monographie de Hervé Munz apparaît comme une contribution significative à l'anthropologie de la transmission et, même s'il ne s'inscrit jamais explicitement dans le champ de la sociologie du travail, l'ouvrage offre néanmoins une ethnographie lumineuse et minutieuse du monde horloger. Elle gagnerait, par-delà les frontières disciplinaires, à être lue par un plus large public qui disposerait ainsi d'outils pour ne pas idéaliser les pratiques artisanales et penser de manière critique la passation d'un métier. En développant de très nombreux exemples et en prenant appui sur les propos des artisans et des artisanes elles-mêmes, l'auteur offre assurément un ouvrage dont la lecture, en plus d'être instructive, demeure toujours plaisante.

RÉFÉRENCES

Bajard Flora. 2012. «Du travail d'atelier au collectif. L'inscription professionnelle ambivalente des «céramistes-créeurs». *Sociologie de l'art* 21(3): 43-64.

Coole Diana (ed.). 2010. *New Materialisms. Ontology, Agency and Politics*. Durham: Duke University Press.

Hammoudi Abdellah. 1997. *Masters and Disciples. The Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism*. Chicago, London: The University Press of Chicago.

Haraway Donna. 1991. *Simians, Cyborgs and Women. The Reinvention of Nature*. New York: Routledge.

Heinich Nathalie (dir.). 2012. *De l'artification. Enquêtes sur le passage à l'art*. Paris: Éditions des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Hertz Ellen. 2002. «Le patrimoine», in: Gonseth Marc-Olivier, Hainard Jacques, Kaehr Roland (dir.), *Le musée cannibale*, p.153-168. Neuchâtel: GHK Éditions.

Perrenoud Marc. 2008. «Les artisans de la «gentrification rurale». Trois manières d'être maçon dans les Hautes-Corbières». *Sociétés contemporaines* 71(3): 95-115.

POLITIQUES DE COALITION POLITICS OF COALITION

Penser et se mobiliser avec Judith Butler
Thinking Collective Action with Judith Butler

Delphine Gardey, Cynthia Kraus (dir. / eds.)
2016. Zürich, Genève: Seismo. ISBN 978-2-88351-069-2. 284 p.

Texte: Najate Zouggari, Université de Lausanne

Cet ouvrage dirigé par Delphine Gardey et Cynthia Kraus est élaboré autour d'une notion politique inspirée par Judith Butler: celle de coalition. Tout l'intérêt de cet ensemble de textes réside dans un effort de conceptualisation *collective* des modes de coalition dans des termes novateurs qui permettront aux lecteurs et aux lectrices intéressées par les questions de genre de ne boire pas au calice de «l'intersectionnalité» jusqu'à la lie, évitant ainsi la réduction du concept à «un mot à la mode» (Davis 2015). L'approche ici adoptée s'appuie sur différentes études de cas pour opérer un pas de côté: on a l'impression, pour reprendre l'expression dont use Deleuze à propos de Spinoza, d'enfourcher un balai de sorcière avec l'effet d'un vent frais qui vous souffle dans le dos!

Ce vent frais a aussi le mérite de ne pas souffler dans les mêmes directions. Le livre, articulé en trois parties, rassemble des contributions variées et des études de cas multiples qui donnent au concept de «coalition» une beauté kaléidoscopique nous engageant à penser de manière critique – et pratique – les modalités de l'alliance, sans en épuiser les possibles. Dans une «ouverture» en deux volets (p. 14-29), les coordinatrices de l'ouvrage posent la question suivante: «comment se coaliser?» – «doublement performative», comme le souligne Cynthia Kraus, et qui renvoie à un article de Butler (2001) intitulé «*What is Critique? Essay on Foucault's Virtue*». L'enjeu de la réflexion consiste à «renouveler nos modes de compréhension des dimensions conflictuelles de la vie sociale, mais aussi d'intervention politique et de participation à la vie démocratique» (p. 16). On pourrait presque qualifier la démarche de post-déconstructiviste tant il s'agit, par-delà le moment du négatif (au sens dialectique), de formuler des propositions théoriques, comme celle de «vie précaire» qui nous engage à «re-matérialiser les corps comme matière, comme matière vivante, de surcroît» (p. 26). En dernière instance, comme le souligne encore Cynthia Kraus, la vie se donne

comme «avant tout une question ouverte» ou davantage peut-être comme une question qui porte en elle-même la possibilité d'ouvrir des interstices. Cette possibilité, comme le montre Delphine Gardey, est d'ailleurs garantie par le multilinguisme et la traduction. L'introduction à ce livre – bilingue, en anglais et français – comporte une réflexion stimulante sur l'acte de traduire. Par-delà la dimension purement technique du geste, Delphine Gardey montre les enjeux politiques voire éthiques de l'exercice qui ne se réduit pas à la conversion d'une langue vers une autre. On regrettera toutefois l'absence d'une réflexion sur la traduction vers / entre langues minoritaires qui participerait à décentraliser les questions de l'hospitalité et de la coalition ici posées en anglais et en français. Quelles sont en somme les conditions de possibilité pour que la «Babel butlérienne» inclue par exemple des langues non-européennes ou des langues régionales? Delphine Gardey ne s'illusionne pas pour autant sur le «nous» que constituent aujourd'hui les femmes occidentales blanches» (p. 42) et le simple fait de l'énoncer rend compte d'une lucidité qui manque aujourd'hui cruellement au féminisme hégémonique.

À la suite de cette stimulante partie introductive, l'ouvrage présente, dans une section intitulée «expériences», quatre études de cas en vue d'aborder, dans une perspective empirique, les possibilités de «coalition».

La contribution d'Ana Vulic s'attache à «repenser les politiques queer dans le contexte serbe» (p. 56). L'auteure développe une analyse du concept de «sujet coalitionnel» en se fondant sur deux études de cas: la première relative au travail mené par le réseau serbe des «Femmes en Noir» qui s'oppose aux politiques nationalistes; et la seconde analysant l'organisation de la «Marche des fiertés de Belgrade». L'enjeu pour l'auteure consiste à «réarticuler les luttes existantes de telle sorte qu'elles ne sont pas exclusivement soutenues au nom du

progrès démocratique tel qu'il est considéré au travers du prisme occidental, ni récupérées de manière opportuniste à des fins de politiques régionales» (p. 74). Cet objectif pourrait être partagé par l'article suivant rédigé par Eirini Avramopoulou, qui aborde la question d'une identification partagée en tant que «femmes» contre le patriarcat incarné par le courant islamo-conservateur de Turquie: «les militantes religieuses s'opposaient à ce que l'AKP (en français: Parti de la Justice et du Développement – N.D.R.) prenne l'initiative de résoudre leurs problèmes en leur nom» (p. 82). Dans le prolongement de cette réflexion, la contribution de Tal Dor offre une analyse des alliances entre Mizrahi (Juifs «orientaux») et Palestiniens; l'auteure prend soin de distinguer la coexistence de la cohabitation dans un contexte colonial. À l'appui des travaux d'Edward Saïd (1998) et d'Ella Shohat (1988), Tal Dor montre que «l'identité juive ashkénaze en Israël vise à construire une image soi-disant occidentale du moi, qui se distingue et s'oppose aux représentations passives du corps oriental» (p. 106). Le processus d'altérisation initialement appliqué aux Palestiniens et aux Palestiniennes s'étend ainsi aux Juifs et aux Juives non-Européen.ne.s. Consciente que ces trois catégories (Palestinien.ne.s, Ashkénazes, Mizrahi) «constituent certainement une simplification» (p. 108), Tal Dor s'appuie sur une contextualisation historique qui lui permet d'éclairer une «division ethnique du travail» (p. 109) qui explique la subalternisation des Juifs et des Juives Mizrahi. Elle montre également le substrat d'inégalité et la part d'illusion qui conditionne les «rencontres» entre Ashkénazes et Arabes, donnant aux premier.e.s le sentiment d'avoir accompli un devoir moral alors même qu'ils et elles s'aveuglent sur les structures de la domination coloniale. Qualifiées de «rencontres hégémoniques», ces rendez-vous idéalistes financés par des fondations européennes et américaines, apparaissent comme une contrefaçon de coalition. Tal Dor prend appui sur la pédagogie critique pour dégager une hypothèse pédagogique qui permette de véritables actes de reconnaissance. Sushila Mesquita et Patricia Purtschert, dans la contribution suivante, mettent en question «la gouvernance gay» au prisme de trois exemples construits dans le contexte helvétique: les «points de vue bâlois sur «Musulmans et homosexualité» (p. 142), les campagnes menées par des ONG suisses pour répondre à l'homophobie «pas ici mais maintenant» (p. 146) et un voyage en Afrique de l'Ouest de deux militantes LGBT suisses. À travers ces trois exemples, les auteures montrent comment la gouvernance gay «opère au sein d'un continuum espace-temps colonial» (p. 156) dont elles déploient avec précision les présupposés idéologiques.

La troisième partie du livre est intitulée «perspectives» et comprend quatre contributions. L'article de Sabine Hark analyse le problème des politiques de l'identité et des mises en

question de l'identitaire – «identitaire» (p. 170) auquel elle substitue, à l'appui d'une lecture croisée entre l'œuvre de Hannah Arendt (1958, 1995) et celle de Judith Butler (2010), le concept de précarité qui engage des coalitions de survie. La contribution suivante, rédigée par Philippe Corcuff, réussit le tour de force de proposer des «repères *libertaires* et pragmatiques pour des coalitions altermondialistes» (p. 194) sans citer une seule féministe libertaire! Des considérations générales sur Attac (dont l'auteur est membre) ou le mouvement Occupy, ainsi que d'autres réflexions décousues sur Proudhon, Hegel et Levinas s'achèvent dans l'apothéose d'une formulation: l'alternative entre «politique viriliste ou métissage expérimentateur» (p. 208) dont le développement s'apparentera malheureusement à une enfilade de brèves de comptoir altermondialistes. C'est le moment tout choisi pour «tamiser les Lumières» (p. 210) au fil de paragraphes qui feront tomber à coup sûr les lecteurs et les lectrices dans un sommeil profond – pour ne pas dire dogmatique – avant l'éveil de la page 220, provoqué au contact de la contribution stimulante et précise de Nacira Guénif-Souilamas. Dans l'article intitulé «Les couleurs du féminisme, tensions et paradoxes», l'auteure interroge «les conciliabules tenus dans l'entre-soi national» français (p. 222). Elle définit ainsi une «coalition nationalitaire et républicaine» fondée sur «la laïcité devenue une valeur, loin du principe qui la constitue comme un outil de gouvernement» (p. 224). Lorsqu'elle souligne les relents réactionnaires qui transpercent la gauche radicale, Nacira Guénif-Souilamas met le doigt sur un paradoxe bien français qui l'engage à formuler une hypothèse convaincante: «par une sorte de régime orgiaque (pornographique?) de l'imaginaire, l'iconographie des opprimé.e.s s'est installée en lieu et place d'une dynamique contre des oppressions, avérées ou supputées, dont la mise en forme et en valeur est devenue le lot quotidien de surfaces d'exposition» (p. 240-242). Ce qu'elle appelle «le frisson de l'oppression» bloque autant les politiques de coalitions que les «rencontres naïves» critiquées plus haut par Tal Dor. Dans les derniers paragraphes de son article, Nacira Guénif-Souilamas questionne le «régime belliqueux» qui, en écho aux zones de conflits dans le monde arabe, placent dans une boucle infernale des sujets dont la vie corporelle peut être, avec les mots de Judith Butler, qualifiée de «plurielle et obstinée». Ces mots sont en effet extraits de l'ultime contribution qui conclut provisoirement le volume tout en l'éclairant dans sa totalité.

Le texte de Judith Butler, «Vulnérabilité, précarité et coalition», permet en effet de jeter un éclairage rétrospectif sur les analyses précédentes: il entre en résonance et en conversation avec les études de cas, les conceptualisations et les formulations théoriques produites par les auteur.e.s du présent volume. Butler part d'une définition de la vulnérabilité dont elle démontre les ambiguïtés. En affirmant l'idée d'une vulnérabi-

lité commune, elle produit moins une thèse existentielle qu'un énoncé relevant d'une «ontologie sociale qui pourrait servir de base à de nouvelles formes de coalition» (p. 254). Cette ontologie sociale dissocie la vulnérabilité de la blessabilité et fonctionne davantage comme «ouverture à une histoire qui n'est pas racontée» (p. 258), en somme à de l'empathie, qui fait du corps le lieu d'une inscription matérielle des mémoires des autres. Ces histoires, écrit Butler, «nous les portons en nous-mêmes [...] nous les portons aussi en dépit de nous-mêmes» (p. 260). Il est important de souligner l'expression «en dépit de nous-mêmes» pour montrer le caractère incompressible de ces histoires qui demeurent irréductibles à notre volonté. La présence corporelle dans l'espace public témoigne de la même obstination ontologique: être là signifie selon Butler qu'«on n'a pas encore disposé de nous» (p. 268).

Au final, tout l'intérêt de cet ouvrage consacré aux politiques de coalition consiste à nous donner le goût de penser et d'expérimenter cette obstination essentielle.

RÉFÉRENCES

Arendt Hannah. 1995 (1953-1959). *Qu'est-ce que la politique?* Paris: Seuil (traduction de Widmaier Carole, Frantz-Widmaier Muriel, Taussig Sylvie, Nail Cécile).

Arendt Hannah. 1958. *The Human Condition*. Chicago: University Press of Chicago.

Butler Judith. 2010 (2009). *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil*. Paris: Zones (traduction de Marelli Julie).

2001. «What is Critique? Essay on Foucault's Virtue». <http://eipcp.net/transversal/0806/butler/en>, accessed January 23 2018.

Davis Kathy. 2015. «L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe». *Les Cahiers du CEDREF* (traduction de Françoise Bouillot). <http://journals.openedition.org/cedref/827>, consulté le 23 janvier 2018.

Said Edward W. 1998. *Orientalism*. New York: Vintage Books.

Shohat Ella. 1988. «Sephardim in Israel: Zionism from the Standpoint of Its Jewish Victims». *Social Text* 19-20 (autumn): 1-35.